



## *Un certain retour du keynésianisme*

Xavier Dupret  
Avril 2020  
15.800 signes

*Au départ de cette analyse, on posera le constat d'un changement (relatif) dans la manière dont cette crise a été traitée sur le plan économique. Les comparaisons porteront sur les modes de gestion de la Grande Récession. On vérifiera que l'après-crise risque de réserver de bien désagréables surprises (spécialement en Europe) aux optimistes imprudents qui croyaient déjà consommée la rupture avec le néolibéralisme. Un jour, la petite musique de fond propagée par les économistes affidés au modèle dominant changera de refrain. On s'apprêtera alors à tourner la page de ce énième nouveau retour au keynésianisme. Les choses pourraient, d'ailleurs aller plus vite qu'on ne le pense. C'est ainsi que Bruno Colmant plaidait, il ya peu, sur les ondes de la RTBF pour une réforme fiscale favorable aux ménages (plutôt fortunés, cela va sans dire) désireux de placer leur épargne sur les marchés boursiers<sup>1</sup>. On s'éloigne quand même un peu de la redistribution et de l'Etat stratège.*

En ce qui concerne la lutte contre le réchauffement climatique, Etienne de Callataÿ s'opposait frontalement à Christine Mahy au sujet de la taxe carbone sur le site « Il fera beau demain ». Selon Etienne de Callataÿ, « la taxe carbone, c'est la plus efficace et la plus juste des manières de promouvoir l'environnement » alors que pour Christine Mahy, « c'est une injustice d'atteindre les populations les plus vulnérables à travers la taxe carbone »<sup>2</sup>. Pour autant, il n'y a pas lieu de se résigner. En effet, quand elles sont menées par les travailleurs eux-mêmes, les luttes, même partielles, peuvent payer.

---

<sup>1</sup> Bruno Colmant, invité de l'émission de Caroline Veyt, *Les Sentinelles*, 28 mars 2021. Url : [https://www.rtf.be/auvio/detail\\_les-sentinelles?id=2751094](https://www.rtf.be/auvio/detail_les-sentinelles?id=2751094). Date de consultation: 30 mars 2021.

<sup>2</sup> Il fera beau demain, Faites vos choix ! Faut-il augmenter le coût des produits mauvais pour la santé et l'environnement ?, 25 février 2021. Url : [shorturl.at/mnyIR](http://shorturl.at/mnyIR). Date de consultation : 28 mars 2021.

## Remember 2008

Sur le Vieux Continent, la Grande Récession, commencée à l'été 2007, avait, souvenons-nous, conduit la Commission européenne à sortir du bois. « La Commission propose que les États membres et l'UE s'accordent sur une impulsion budgétaire immédiate s'élevant à 200 milliards d'euros (1,5 % du PIB) pour stimuler la demande, dans le plein respect [NDLA et c'est ici que les choses se gâtent] du pacte de stabilité et de croissance »<sup>3</sup>. 80% de ce plan de relance avait été financé par les États membres. Une fois la tempête éloignée, le retour au « business as usual » a battu son plein. Le 2 mars 2012, les chefs d'État et de gouvernements européens concluaient le Pacte budgétaire ou Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG).

Lors de la Grande Récession, l'épicentre de la crise correspondait aux marchés financiers occidentaux. La Chine était indemne. L'Empire du Milieu a, dès lors, joué un rôle d'amortisseur au profit des économies développées. Le mécanisme était le suivant. La Chine a absorbé une plus grande part de la production mondiale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les différents plans de relance nationaux, à travers la planète, correspondaient à une injection totale de 5.000 milliards de dollars à l'horizon 2010. Or, le plan de relance national de la Chine était de 1.100 milliards de dollars (le quart du PIB du pays). Suivaient les États-Unis avec un programme de 790 milliards de dollars. Le plan chinois équivalait à 22% des budgets de relance adoptés dans le monde alors que l'économie chinoise représentait à l'époque moins de 10% du PIB mondial.

La Chine menait la danse et les pays de l'OCDE (dont l'Europe) faisaient bien pâle figure à cette époque. Il est vrai que la croissance chinoise posait, à l'époque, une question existentielle à l'économie mondiale. La consommation allait-elle suivre la production au sein de l'« atelier du monde »? La réponse des autorités chinoises augurait, en réalité, d'un tournant majeur dans la stratégie de développement du pays. Suivant le chemin emprunté autrefois par le Japon et la Corée du Sud, Pékin s'apprêtait à monter en gamme en ce qui concerne le niveau de valeur ajoutée de son économie.

La nécessité de devoir consommer davantage a été bien comprise par les autorités chinoises. Pour information, on rappellera que la part de l'investissement dans le PIB chinois a diminué de près de 4 points de pourcentage (p.p.) entre 2011 et 2018, passant de 47,8 à 44,1% du PIB. Parallèlement, la part de la consommation est passée de 36,2 à 38,7% du PIB de l'Empire du Milieu<sup>4</sup>. Afin de consolider cette entrée de la Chine dans la consommation de masse, le gouvernement a lancé le plan «Made in China 2025 ». Ce dernier matérialisait le désir des autorités chinoises d'accroître le niveau d'ajout de valeur des procès productifs du pays tant et si bien qu'en 2019, la Chine surclassait les États-Unis pour ce qui est du nombre de brevets enregistrés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)<sup>5</sup>. Cette montée en gamme de l'économie chinoise s'est accompagnée d'une diminution des volumes d'exportation « haut de gamme » de nos pays vers la Chine<sup>6</sup>. Donc si la Chine avait mis en œuvre un plan de relance aussi vigoureux que lors de la Grande Récession, il n'est en rien acquis que nos économies en eussent profité. Voilà pourquoi

---

<sup>3</sup> COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL EUROPÉEN, « Un plan européen pour la relance économique », 26 novembre 2008, COM(2008) 800 final, p.2.

<sup>4</sup> BNP Paribas, Eco Conjoncture, « Chine : la consommation privée, un moteur fragile », septembre 2019, p.1.

<sup>5</sup> Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), « China Becomes Top Filer of International Patents in 2019 Amid Robust Growth for WIPO's IP Services, Treaties and Finances », 7 avril 2020. Url : [https://www.wipo.int/pressroom/en/articles/2020/article\\_0005.html](https://www.wipo.int/pressroom/en/articles/2020/article_0005.html). Date de consultation : 26 mars 2021.

<sup>6</sup> Alicia Garcia Herrero, « Comment fonctionne le système de planification économique chinois ? » in L'Économie politique, 2021/1 (n° 89), pp.62-74.

cette fois, il a fallu que les l'Union européenne et les Etats-Unis consacrent davantage de moyens à la stimulation de l'économie mondiale.

Cette fois encore, les chiffres sont explicites. L'Union européenne a, en 2020, inauguré son propre plan de relance NextGenerationEU de 750 milliards d'euros (dont 360 milliards de prêts et 390 milliards de subventions). C'est une première. L'Europe est allée sur les marchés. Du côté des Etats membres, les traités austéritaires ont été mis entre parenthèses. Il est vrai que la chute de l'activité économique dans la zone euro a avoisiné, en 2020, les 8% de PIB. C'est plus du double de l'impact de la Grande Récession. On comprend mieux que les autorités aient sorti le bazooka. On retrouve les mêmes tendances structurelles aux Etats-Unis : un plan de relance particulièrement ambitieux (1.900 milliards de dollars) après une récession de 3,5% contre 2,5% en 2009. De son côté, la Chine a crû, en 2020, de 2,3% et a mis en œuvre un plan de relance de 500 milliards de dollars. Ces chiffres, dont l'énumération est aussi aride qu'instructive, confirment l'hypothèse selon laquelle la Chine n'a, cette fois, pas joué le rôle de stimulateur cardiaque de l'économie mondiale et que les pays développés ont, par conséquent, été contraints de prendre la relève.

### **Face à la perspective d'un retour aux équilibres « classiques »**

Ce volontarisme keynésien augure-t-il pour autant d'une remise en cause radicale sous nos latitudes de la logique d'accumulation néolibérale caractérisée par la priorité, sur le plan monétaire, de la lutte contre l'inflation, la pression structurelle à la baisse de la part des salaires dans le PIB, un marché du travail flexibilisé et le libre-échange international<sup>7</sup> ? On n'en prend pas spontanément le chemin. Il suffit de s'informer un peu pour s'en convaincre. Par exemple, on peut apprendre que la Commission européenne s'inquiétait, en novembre dernier, de ce que « certaines mesures présentées par la France, l'Italie, la Lituanie et la Slovaquie semblent ne pas être temporaires ni compensées par d'autres mesures budgétaires »<sup>8</sup>. Voilà pourquoi Bruxelles exhortait les quatre pays précités à surveiller l'évolution de leur dette publique.

Dans la foulée, le gouvernement français s'est fort opportunément empressé de rassurer la Commission. C'est ainsi que le rapport Arthuis, présenté aux parlementaires français le 23 mars 2021, préconise un corsetage des finances publiques pour faire face à la dette Covid, notamment en instituant une règle d'or budgétaire selon laquelle l'évolution des dépenses devra être inférieure à celle des recettes. S'il est vrai que le rapport Arthuis a été accueilli plutôt fraîchement par certains parlementaires (y compris de La République en Marche), on notera que certaines de ses propositions ont d'ores et déjà été reprises par Bruno Le Maire, notamment l'instauration d'une loi pluriannuelle de finances publiques plus contraignante<sup>9</sup>. Gageons, au passage, qu'un jour ou l'autre, ces dispositions finiront bien par inspirer, chez nous, l'un ou l'autre jeune président de parti (plutôt situé à droite) toujours à l'affût de quelque sortie jupitérienne. Plus sérieusement, nous vivons donc une période de parenthèse et il convient de ne jamais oublier cette donnée ô combien cruciale.

Le retour aux prescriptions du modèle d'accumulation néolibérale, c'est là tout droit devant nous. Les CEO de banques d'affaires privées, convertis (une fois de plus) aux vertus de l'Etat stratège, finiront par revenir (une fois de plus) à leurs amours néoclassiques. La chose ne surprend, au fond, personne.

---

<sup>7</sup> Cette définition repose sur une synthèse de « Le néolibéralisme entre théorie et pratique. Entretien avec André Orléan » in *Cahiers philosophiques*, 2013/2 (n° 133), pp. 9-20.

<sup>8</sup> Site de L'Express, « Budget. L'UE s'inquiète d'une dérive des déficits en France », date de mise en ligne : 18 novembre 2020.

<sup>9</sup> Isabelle Couet, « Dette Covid. Le rapport Arthuis accueilli tièdement par les parlementaires » in *Les Echos*, édition papier du 24 mars 2021.

L'affaire était cousue de fil blanc. On peut même anticiper le moment où se produira ce basculement.

Il n'est pas un rapport d'analyse de la conjoncture économique qui n'évoque, depuis des mois, le rythme des campagnes de vaccination à travers le monde. A la fin de l'année dernière, la banque d'affaires états-unienne Morgan Stanley, graphiques et courbes à l'appui, anticipait, pour s'en réjouir, les progrès de la vaccination aux Etats-Unis. « Avec un vaccin probablement disponible à grande échelle au début de l'année prochaine, les investisseurs seront ravis de pouvoir assister la réouverture des commerces (...). Les industries du voyage, des loisirs et des expériences se sont déjà quelque peu redressées, mais certaines ont encore besoin de progrès en matière de vaccination. Par exemple, les consommateurs consacrent moins de 25% de leurs dépenses de consommation aux événements sportifs et aux spectacles »<sup>10</sup>.

## Mouvements sociaux

Cette citation de Morgan Stanley est instructive car elle peut donner lieu à deux niveaux de lecture. Le premier situe assez bien la durée de vie des revirements keynésiens quand ils se produisent à droite. Quand les affaires reprendront, la dette publique sera dans le collimateur. En attendant un niveau d'immunité collective satisfaisant, il faut bien que les pouvoirs publics consentent à des programmes de relance pour maintenir un rythme de croissance minimal.

Une fois qu'un certain niveau d'immunité collective sera atteint, toutes les entreprises pourront rouvrir leurs portes, accueillir leur clientèle habituelle et la croissance reviendra. Il sera alors temps de procéder à des coupes claires dans les dépenses publiques.

Pliée, l'affaire ? Pas sûr. Pas sûr du tout.

C'est que Morgan Stanley, comme toutes ses consœurs, en insistant à ce point sur la corrélation entre croissance et consommation pourrait finir par semer le doute. En effet, la réorientation de l'accumulation capitaliste dans un sens néolibéral s'est, depuis le début des années 1980, accompagnée, en Europe occidentale et en Amérique du nord, d'un plaidoyer en faveur de l'offre, des entreprises et du capital. Ce sont ces derniers qui font tourner l'économie.

Dans cet ordre d'idées, la relance par la demande irait à l'encontre d'un taux d'équilibre présenté comme optimal entre offre et demande et déboucherait inévitablement sur un regain de l'inflation sans pour autant stimuler la croissance. On reconnaîtra que ce paradigme n'a que très peu de rapports avec ce qui se passe, pour l'instant, tous les jours sous nos yeux puisque le retour de la croissance, plans de relance obligent, est tiré par la dépense (c'est-à-dire la consommation) publique.

Là, Morgan Stanley a un souci de taille. Ce n'est pas le seul d'ailleurs.

La détermination de la valeur des biens, d'après l'école néoclassique, répond à des schémas de rencontre d'offre et de demande. Exit donc le postulat de la valeur travail qui rapporte le prix d'un bien ou d'un service à la quantité de travail nécessaire à sa production.

---

<sup>10</sup> Morgan Stanley, Wealth Management, Market Research & Strategy, AlphaCurrents, « Vaccines and Reopening », 17 décembre 2020, pp. 4-6.

Il sera bien difficile de continuer à tenir ce type de raisonnements quand on expliquera dans les livres d'histoire que le prix des actions, lors du krach boursier qui a duré de février à avril 2020, a baissé vertigineusement en raison du fait que des ouvriers chinois n'étaient plus occupés à l'usine. Sans production ouvrière, les marchés s'effondrent donc. Pas bon pour Morgan Stanley.

Certes, il ne suffit pas de démontrer qu'un point de vue est erroné sur le plan théorique pour en dissiper la puissance de conviction. Encore faut-il que le mouvement social suive.

A priori, cela a l'air plutôt bien parti en Belgique. Devant les mobilisations du 29 avril, le premier ministre De Croo ne s'opposait plus à accepter des exceptions à la loi de 1996, portant sur la sauvegarde de la compétitivité.

C'est une avancée, certes, modeste. Cela dit, on a connu l'Open VLD plus coriace dans un passé récent...